

Impôt sur le revenu

revenu consiste en dividendes plutôt qu'en un salaire. C'est un pauvre type qui détache ses coupons et tire son revenu de dividendes de sociétés. Conformément à ce nouveau bill, il paye \$193 d'impôt par an, ou même moins grâce aux échappatoires fiscales qu'a créées le gouvernement dans le système d'imposition, ce qui, de l'avis du parti conservateur, va, de bien des façons, trop loin. L'impôt est de \$193 ou moins pour une personne qui tire son revenu de dividendes et de \$2,285 pour celle qui s'éreinte dans une manufacture ou une entreprise où elle est salariée. Il est temps de changer ce système. Tous les revenus imposables doivent être traités de la même façon, qu'il s'agisse d'une société ou d'une personne travaillant dans une manufacture ou enseignant dans une école.

J'ai déjà fait valoir maintes fois l'argument que je veux présenter maintenant en ce qui concerne l'impôt. M. Kierans l'a présenté l'année dernière. Les ressources naturelles et les industries extractives de notre pays doivent être imposées à un taux beaucoup plus élevé et ne doivent pas profiter des échappatoires fiscales dont elles profitent maintenant. Ainsi, on encouragerait certainement beaucoup plus le capital à affluer dans les industries de fabrication, de traitement et de services. Dans ces industries l'on trouve un haut coefficient de main-d'œuvre et non un haut coefficient de capital. Par conséquent, il y aurait beaucoup plus de postes et l'emploi ne serait pas exporté de notre pays. Nous pourrions beaucoup faire en réformant nos lois fiscales et en obligeant ces personnes à payer leur quote-part.

À l'instar de l'ancien député de Duvernay, M. Kierans, j'aimerais donner quelques statistiques qui révèlent combien le système d'imposition est insatisfaisant quand on compare le secteur des matières premières aux autres secteurs de notre économie. J'ai obtenu du ministère des Finances du Manitoba des statistiques que M. Kierans a, je crois, utilisées à la Chambre l'année dernière. Elles montrent sur quel pourcentage de bénéfiques les compagnies ont payé des impôts au cours des dernières années. Nous remarquons que les impôts des détaillants représentent 90 p. 100 de leurs bénéfiques. Ceux des grossistes 87 p. 100, ceux de l'industrie de la construction 77 p. 100 et ceux de l'industrie de fabrication 65 p. 100. Lorsque nous en arrivons à l'industrie minière qui concentre beaucoup de capitaux et qui est largement possédée et dirigée par des étrangers, nous trouvons que la moyenne des impôts qu'elle a versés au cours des dix dernières années est seulement de 13 p. 100 de ses bénéfiques à cause des dons spéciaux, des concessions, des subventions et des échappatoires dont elle peut profiter.

Nous passons ensuite aux sociétés de gaz et de pétrole. Nous voyons qu'elles sont même mieux partagées que les sociétés minières au Canada. Dans l'ensemble, elles versent des impôts sur seulement 5.7 p. 100 de leurs bénéfiques. J'ai dit qu'il était temps de réformer le régime fiscal de manière à supprimer les stimulants aux sociétés minières, gazières et pétrolières et de laisser en retour plus de revenus aux contribuables canadiens et plus de revenus pour réaliser les programmes d'aide à l'investissement des capitaux dans l'industrie de fabrication et de transformation, ce qui ferait grand bien à l'ensemble de notre pays. J'exhorterais le ministre à examiner quelques-unes de ces suggestions. Je pense que ce sont des formules qui permettraient de donner un réel pouvoir d'achat aux petites gens, de leur donner un peu de confiance dans leur pays et dans son économie. Il faudrait donc étudier rapidement le projet de loi qu'on nous a soumis. Car il concerne les

[M. Nystrom.]

particuliers. Il concerne le citoyen moyen et doit l'aider à traverser la jungle des lois fiscales qui existe au pays.

M. Stackhouse: Monsieur l'Orateur, le député de Yorkton-Melville accepterait-il une question?

M. Nystrom: Oui.

M. Stackhouse: Le député a passé en revue ce qu'il appelle les injustices de la politique fiscale. Croit-il qu'il serait également utile que le gouvernement cesse de dépenser autant d'argent?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une question à saveur conservatrice.

M. Nystrom: La question est si typiquement conservatrice que j'en suis presque déconcerté. Le député demande si des réductions des dépenses du gouvernement ne seraient pas un moyen de rendre le régime fiscal plus équitable. J'admets que l'on pourrait sans doute réduire les dépenses publiques dans un grand nombre de domaines, mais je crois que le gouvernement doit dépenser dans d'autres domaines où il faut adopter des mesures budgétaires propres à stimuler l'expansion, où il doit y avoir plus d'initiatives publiques pour créer des emplois et accroître la productivité de l'économie, laquelle en retour assurerait un plus grand bien-être au citoyen moyen. Je pense que nous pouvons y réussir en procédant à une réforme fiscale générale comme l'a proposé notre parti et en mettant en œuvre les recommandations du rapport de la Commission Carter. Ce serait un grand encouragement au citoyen moyen. Celui-ci ne trouvera pas beaucoup d'incitation si l'on accorde à la General Motors ou à la Shell Oil des concessions fiscales considérables ou une grosse subvention du ministère de l'Expansion économique régionale ou dans le cadre de tout autre programme gouvernemental. Le citoyen moyen serait davantage encouragé si on lui accordait une vraie réduction d'impôt qui le mettrait mieux en mesure de se nourrir, de se meubler ou peut-être d'acheter une maison qui lui fournirait un meilleur cadre de vie pour lui et sa famille.

• (1640)

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je suis heureux de dire quelques mots sur le bill C-170. J'aimerais surtout parler de l'emprise de notre système économique sur les contribuables. Ceux-ci, monsieur le président, ne sont pas satisfaits, parce qu'ils ne peuvent jouir des biens que la nature et l'industrie ont mis à leur disposition.

Monsieur le président, si on me le permet, j'aimerais étudier un peu la situation qui existe dans n'importe quel pays au monde. Qu'on soit de n'importe quel parti politique ou de n'importe quelle philosophie économique, capitaliste, socialiste ou communiste, partout, sur notre planète qu'on nomme terre, on trouve des ressources naturelles, partout on cultive, on travaille, on produit, on consomme, on capitalise, on finance! Partout, les adultes en santé sont responsables de la production pour tous les citoyens, y compris les gens trop jeunes, trop vieux, trop malades, trop pauvres, trop illettrés pour gagner leur vie. On se doit de les protéger.